

26 novembre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé au journal "Le Monde", publié à Paris le vendredi 26 novembre 1982.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez bien voulu accepter de répondre à nos questions sur des problèmes d'actualité. Nous vous parlerons de politique intérieure et de politique extérieure en sachant à l'avance qu'il nous faudra arbitrairement choisir parmi les sujets qui sollicitent notre attention. Et nous commençons tout de suite en vous demandant ce que vous pensez de la nouvelle situation créée à Moscou après la mort de Leonid Brejnev et la désignation de M. Andropov.

- LE PRESIDENT.- Me viennent à l'esprit deux réflexions contraires. La première est que, quoi qu'on dise, un changement d'homme entraîne toujours d'autres. L'accession aux responsabilités crée des obligations nouvelles. Même si elle ne change pas les convictions de celui qui en bénéficie, il voit les choses sous un autre angle. C'est à lui qu'il appartient d'agir, de décider. Et il le fait selon son tempérament, ses inclinations, son expérience, or la personnalité de M. Andropov semble riche de dons. Dire qu'avec lui rien ne sera modifié de ce que nous avons connu sous Leonid Brejnev serait donc imprudent. La deuxième est que M. Andropov est issu d'un système et qu'il n'y a pas de raison que l'arbre ne produise pas les mêmes fruits. Une aventure à la Khrouchtchev n'arrive pas tous les quatre matins. Quoi qu'il en soit, la Russie `URSS` voudra conserver son aire d'influence, assurer sa sécurité, continuer sa progression idéologique et politique sur tous les continents. Ce sont là les données permanentes de l'état de puissance. Les oublier serait mortel. Mais que d'inflexions, de démarches possibles, finalement déterminantes, selon que l'état de puissance s'accommode de l'équilibre ou bien de son contraire ! D'autant plus que les successions sont l'occasion d'apurer les comptes, d'établir les bilans. A cet égard, j'attends davantage de la nouvelle direction russe qu'elle bouge du côté de l'Afghanistan que du côté de la Pologne. Les premiers entretiens de M. Andropov sont, à cet égard, significatifs : Chine, Inde, Pakistan. Les occidentaux se reprocheront peut-être bientôt d'avoir mésestimé l'Asie. Je continue enfin de croire que la politique soviétique recherchera dans la paix ce qu'elle ne pourrait obtenir par la guerre dont, plus qu'aucun autre pays du monde, elle connaît le -prix.\

QUESTION.- Le fait d'envoyer le Premier ministre, M. Mauroy, aux obsèques `de Leonid Brejnev` constitue-t-il un geste politique ?

- LE PRESIDENT.- La France représentée par le chef du gouvernement de la République, c'était simplement rappeler que la relation franco - russe `soviétique` s'inscrit aujourd'hui comme hier dans la continuité de notre histoire.

- QUESTION.- Ce changement de direction à Moscou va-t-il vous amener à réviser la politique française ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas à réviser la politique française. Tout est clair dans notre façon d'être avec l'Union soviétique. Si j'aperçois un déséquilibre dans le -rapport de forces mondiales je le dis et j'agis en conséquence. Par exemple, la force nucléaire russe, tactique ou non, ajoutée à ses forces conventionnelles crée un déséquilibre en Europe qu'il faut corriger. Je continuerai de le dire. D'où l'importance des négociations sur le désarmement et la nécessité d'aboutir. L'Union soviétique a un grand et légitime souci de sa sécurité. Nous aussi. Elle doit comprendre pourquoi lorsqu'elle souhaite intégrer les forces françaises dans le calcul est - ouest je m'y refuse. Les Etats Unis et la Russie ont de quoi se détruire mutuellement plusieurs fois. Désarmer ou plutôt

Etats-Unis et la Russie ont de quoi se détruire mutuellement plusieurs fois. Désarmer ou plutôt ralentir leur surarmement (il ne se négocie pas autre chose à Genève) leur laisse une marge immense de sécurité. Pas à la France. Renoncer aussi peu que ce fût à nos moyens actuels de défense reviendrait à s'abandonner au bon plaisir des plus puissants. Aucun argument ne me fera changer d'opinion là-dessus. Je suis hostile, en revanche, à toute forme de blocus économique à l'encontre de la Russie `URSS` et la France n'interrompera pas ses échanges avec elle. En précisant qu'un déficit durable et excessif de notre balance commerciale à notre détriment prendrait vite un sens politique regrettable. Je serai fidèle, nul n'en doute, aux engagements souscrits avec nos alliés sur les produits dits stratégiques. Mais je ne veux pas que, d'une façon insidieuse on en arrive à appeler stratégique la vente à la Russie de beurre ou de pois chiches.

- Un langage clair est encore et toujours le meilleur moyen de s'entendre. S'entendre ? Oui. Sans rien taire de l'essentiel : notre indépendance, notre mode de civilisation, le droit des gens.

- QUESTION.- Les dirigeants soviétiques sont très sensibles à la formalité des -rapports ... Quelles conditions posez-vous à une visite officielle en URSS ?

- LE PRESIDENT.- Je vous en parlerai quand la question se posera. La seule condition permanente d'une rencontre à Paris ou à Moscou est, à mes yeux, l'utilité. Utilité pour la France. Utilité pour la paix. Dans le respect de nos principes.\

QUESTION.- Quelle est votre appréciation des derniers événements survenus en Pologne `dissolution du syndicat Solidarité` ?

- LE PRESIDENT.- Les maîtres du jeu sont, hors Moscou, le Parti communiste et l'Eglise. Un soir de l'an dernier, Mme Thatcher m'interrogeait alors que nous étions à Londres, lors d'un de ces dîners informels, caractéristiques des "sommets". Elle disait "que va faire Walesa ?". Je lui ai répondu "que va et que peut faire le secrétaire général du Parti communiste polonais. J'ai écrit naguère qu'un syndicat indépendant dans le système soviétique c'était incompatible. Du moins, pour longtemps. Mais le Parti communiste de Pologne, seul pays communiste où il en va ainsi, n'est pas tout. J'ai donc ajouté pour Mme Thatcher et ses hôtes "regardez aussi ce que fait l'Eglise catholique et vous aurez la réponse à toutes vos questions".

- QUESTION.- Pour en finir avec les pays de l'Est : où en sont les -rapports avec la Roumanie après cette fameuse affaire Tanase ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien à dire de nouveau là-dessus. Le peuple roumain et le peuple français ont de solides liens historiques. Je m'attache à les préserver.\

QUESTION.- N'êtes-vous pas parfois surpris par l'aspect passionnel des relations franco - espagnoles ?

- LE PRESIDENT.- Si. Lorsque je me suis rendu en Espagne, je ne m'attendais pas à lire une presse aussi hostile à la France. L'accueil du Roi et des dirigeants politiques a été, au contraire, conforme aux grandes traditions d'hospitalité de ce pays. Et la population dans la rue a été amicale. J'ai cherché à comprendre ce décalage. Le contentieux franco - espagnol, qui ne date pas d'hier, porte essentiellement sur la situation au pays basque et sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun `CEE`. J'ai cherché à exorciser les maléfices qui enveniment nos débats avec l'Espagne et abordé carrément et publiquement ces deux sujets. Je crois que ma visite a fait avancer les choses et que les Espagnols auxquels nous devons estime et amitié ont mieux compris nos intérêts et nos raisons.

- QUESTION.- Comment voyez-vous maintenant l'évolution de ces relations ? La question du terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons commencé d'attaquer ce contentieux avec le Roi Juan Carlos et M. Calvo Sotelo et décidé une rencontre entre les ministres des affaires étrangères et les ministres de l'agriculture (pour l'élargissement), les ministres de l'intérieur (pour le terrorisme), quand a éclaté la crise espagnole qui a abouti à de nouvelles élections. La bonne volonté mutuelle antérieure à la victoire de Felipe Gonzalez ne peut que s'affirmer aujourd'hui.

- QUESTION.- La décision d'extrader en-cas-de crime de sang vise surtout les Basques ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas spécialement. Une situation de droit doit s'appliquer à tous les cas, aux assassins de Bologne autant qu'à ceux d'Aldo Moro ou à ceux de la Rue des Rosiers. Selon les principes dégagés par Robert Badinter `ministre de la justice` et adoptés par un récent

Conseil des ministres, les crimes de sang commis au service d'une idéologie dans les pays où le droit et les libertés sont la loi de la société peuvent justifier l'extradition. Sous de multiples conditions, bien entendu, que le garde des Sceaux a parfaitement expliquées.\

QUESTION.- Que comptez-vous faire dans le domaine de l'élargissement ? `de la CEE`

- LE PRESIDENT.- J'ai souvent répété que l'Espagne, qui est d'Europe par l'histoire, la géographie, la culture, lui appartient aussi pleinement par son retour, courageusement assumé, à la démocratie. Mais l'élargissement pose, on le sait, des questions ardues sur-le-plan économique. J'ai écrit il y a quelques mois au président de la Commission européenne, M. Thorn, pour lui préciser mon point de vue et lui recommander une méthode. Je ne puis exposer la France à se retrouver dans une Europe des douze (les dix plus l'Espagne et le Portugal), où elle serait contrainte d'invoquer à tout propos et donc hors de propos, la règle de l'unanimité. Cela irait précisément à l'encontre de l'idée qu'elle se fait d'une juste application du Traité de Rome. Or, elle n'échapperait pas à cette obligation si les clauses de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun n'étaient pas abordées dès maintenant, surtout pour l'agriculture (vins, fruits, légumes, produits oléagineux, fleurs) et la pêche en Méditerranée. Le peu d'intérêt marqué par la plupart de nos partenaires actuels pour les productions méditerranéennes et l'absence de garanties sérieuses dans-le-cadre de la Communauté existante m'invitent à la circonspection et à ne pas laisser les intérêts vitaux de plusieurs régions françaises à l'arbitrage de pays qui ne songent qu'à protéger leurs produits, pas ceux des autres. Cela je l'ai expliqué aux Espagnols. Il dépend maintenant d'une franche explication que se créent les conditions d'une concurrence loyale et supportable de part et d'autre. Je souhaite y parvenir.

- QUESTION.- Cela suppose un réaménagement de la politique agricole commune ...

- LE PRESIDENT.- Cela suppose que l'Europe des Dix raffermisse sa politique agricole et protège les produits du sud comme elle protège les produits du nord.\

QUESTION.- La France va-t-elle pousser plus loin sa concertation politique avec l'Egypte ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons avec l'Egypte une grande harmonie politique et une bonne entente personnelle. Ce climat de confiance a permis le dépôt de la résolution franco - égyptienne sur le Proche-Orient devant le Conseil de sécurité et explique la consultation permanente entre nos deux pays. Les événements qui se sont succédés avant même la mort de Sadate, comme la guerre Irak - Iran, restituent peu à peu à l'Egypte le rôle éminent qu'elle a pour vocation de jouer dans cette région du monde.

- QUESTION.- Comment appréciez-vous l'évolution, ou la non-évolution, des négociations israélo-arabes ?

- LE PRESIDENT.- Ce que j'approuvais dans l'accord de Camp David, c'était de préparer la paix entre Israël et l'Egypte. Ce qui me paraissait illusoire, c'était de prétendre régler le sort de la Palestine sans les Palestiniens. Aucun autre pays de la région n'a rejoint Camp David et l'on en reste aujourd'hui aux données antérieures, hors desquelles la paix n'est qu'un mot vide de sens. Vous parlez de négociations, mais il n'y en a pas. L'OLP annoncera-t-elle qu'elle est prête à reconnaître l'existence de droit d'Israël, si Israël accepte le droit à l'autodétermination des Palestiniens ? Il paraît clair en tout cas qu'Israël n'est pas disposé à reconnaître l'OLP. Les propositions de Fez, comme l'avaient été celles du roi Fahd, ont l'avantage d'offrir une méthode et d'ouvrir la voie au dialogue. Mais il faut que chacun se décide à sortir du non-dit. Sans la reconnaissance mutuelle et préalable, rien, non rien, ne se fera.

- QUESTION.- La condition que vous mettez pour recevoir Yasser Arafat résiderait donc dans cet engagement conditionnel de l'OLP ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas eu à poser de condition. J'ai simplement exprimé le voeu que l'OLP renonce à se fixer pour objectif la destruction de l'Etat d'Israël. Elle créerait ainsi un fait politique nouveau dont chacun devrait tenir compte.

- QUESTION.- N'êtes-vous pas pessimiste sur l'évolution des esprits en Israël ?

- LE PRESIDENT.- Aucune des grandes forces politiques de ce pays n'est prête à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie. C'est une réalité qui s'oppose à toutes les spéculations de l'esprit. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une grande diversité d'opinions en Israël sur la façon de

considérer le fait palestinien, surtout depuis la guerre du Liban.\

QUESTION.- Vous avez renoncé à votre voyage à Bucarest. Pourquoi avez-vous rencontré Sékou Touré ?

- LE PRESIDENT.- Le rétablissement de relations normales entre la Guinée et la France avait été sanctionné par la visite de mon prédécesseur à Conakry. Il était normal que je reçoive le chef de l'Etat guinéen en France.

- QUESTION.- Comment voyez-vous la situation au Tchad ?

- LE PRESIDENT.- Quand j'ai été élu en mai 81, les Libyens occupaient le Tchad. Quelques mois plus tard, ils étaient partis. Je m'en suis réjoui. Il est grand temps que ce pays échappe aux pressions et interventions étrangères. Ce sera bon pour lui et pour l'Afrique tout entière. Mais la paix là-bas est précaire. La France, quant à elle, perpétuera son aide à la reconstruction du Tchad et s'associera à toute action qui garantira son unité et son indépendance. Ce n'est pas à elle toutefois qu'il appartient de décider qui doit gouverner le Tchad. Je tiens le même raisonnement pour l'ensemble des Etats africains. Nous avons avec un bon nombre d'entre eux des relations privilégiées. Nos accords seront partout respectés et notre coopération y demeurera prioritaire. Mais nous n'avons pas à nous mêler de leurs luttes internes.\

QUESTION.- Les pays d'Amérique latine ont été déçus par l'abstention de la France sur la résolution de l'ONU concernant les Malouines.

- LE PRESIDENT.- La France a condamné l'intervention militaire de l'Argentine aux Malouines et soutenu son alliée, la Grande-Bretagne, agressée en la circonstance. Mais elle n'a pas reconnu la souveraineté britannique sur ces îles. Nous aurions approuvé la résolution des pays d'Amérique latine si elle s'était bornée à recommander la négociation et à charger le Secrétaire général des Nations unies d'une mission de bons offices. Malheureusement, les attendus de cette résolution préjugeaient l'issue du débat en imputant à la Grande-Bretagne la responsabilité d'un "fait colonial". La géographie ne peut être le seul critère de cette appréciation.

- QUESTION.- Pensiez-vous, en prenant cette position, à d'autres îles que possède la France de par le monde ?

- LE PRESIDENT.- Bien d'autres éléments sont entrés en jeu dans ma décision. Mais je ne veux pas en effet qu'un vote de la France lui soit, le cas échéant, par la suite, opposable.\

QUESTION.- Nous allons changer de région et passer au Proche-Orient. Et vous interroger sur deux points. D'abord un point qui est celui des relations bilatérales avec Israël, et qui sont plutôt mauvaises.

- LE PRESIDENT.- La France a été parmi les premiers à reconnaître Israël en 1948 et depuis lors elle a entretenu une relation officielle, diplomatique avec ce pays. Mais nous vivions dans l'hypocrisie : on faisait semblant de ne pas se connaître. Cette attitude était pour moi inacceptable. Je n'ai pas de fausse honte à dire mon attachement à ce peuple, mon souci de voir cet Etat s'enraciner dans sa terre. C'est pourquoi j'ai décidé, conformément à mes engagements, d'aller en Israël. J'ai, de la même façon, levé les discriminations qui frappaient nos échanges. Ce faisant je n'ignorais pas que je m'exposais à l'incompréhension des pays arabes qui savaient pourtant que je restais fidèle à nos liens séculaires. Ils ont mis du temps à m'entendre et ont fermé les oreilles à mon appel de la Knesset. Le droit des états du Proche-Orient à vivre en paix et en sécurité, le droit des peuples de cette région comme d'ailleurs à disposer d'eux-mêmes, sont le simple credo d'une politique au seul langage. Cela ne plaît pas au même moment à tout le monde. Mais je suis sûr que c'est ainsi que la France acquerra ou retrouvera le respect et finalement l'amitié de chacun. M. Begin m'en a voulu d'avoir contribué à rallier les Etats-Unis à la ligne de conduite esquissée par la résolution déposée par la France au Conseil de sécurité dans l'affaire du Liban. A l'égard de ce dernier pays nous avons des devoirs. Je ne pouvais me taire tandis que Beyrouth-ouest succombait sous les bombes. Avoir demandé que l'OLP quitte cette ville la vie sauve et dans la dignité et qu'une force d'interposition intervienne, n'est-ce pas ce qui, finalement, a prévalu ? Mieux eût valu l'admettre sans attendre. Aujourd'hui encore nous sommes aux côtés du président Gemayel pour que les armées étrangères s'en aillent du Liban. Est-ce agir contre l'intérêt d'Israël ! Je croirais plutôt le contraire. Je puis contester tel ou tel aspect de la politique extérieure suivie par le gouvernement d'Israël sans courir le risque

aspect de la politique extérieure suivie par le gouvernement d'Israël sans courir le risque d'apparaître comme un ennemi ou un mauvais ami de ce pays. J'ai la conscience tranquille et l'amitié intacte. Rien ne m'oblige à supporter les injustices d'où qu'elles viennent.\

QUESTION.- Est-ce que l'échec du sommet de Versailles n'a pas un peu "dissipé" les sentiments atlantistes ? A plusieurs moments pendant votre campagne électorale, vous avez parlé de la nécessité de réformer l'Alliance atlantique. Malgré la controverse sur le gazoduc, est-ce que vous avez l'intention de faire des propositions précises à ce sujet ou est-ce que vous allez vous résigner à la dégradation de ces -rapports ?

- LE PRESIDENT.- Ce que vous appelez l'échec de Versailles était déjà l'échec d'Ottawa un an plus tôt et sera l'échec de Williamsburg `Etats-Unis` l'an prochain si les "sommets" en question restent comme je les ai trouvés en arrivant à l'Élysée, des tréteaux de propagande à usage de politique interne. L'Alliance atlantique verse depuis trop longtemps dans le malentendu. Ce serait déjà la réformer heureusement que de se décider à mettre les points sur les "i". C'est ce que la France a fait à propos du gazoduc et l'embargo américain. C'est ce qu'elle a fait encore en refusant d'appeler accord sur le commerce est - ouest ce qui n'en était pas un. La souveraineté de la France ne se marchande pas. Je n'apprécie pas qu'on l'oublie. Mais je ne me résigne pas non plus à la dégradation d'une alliance qui gagnera en précision et en efficacité à se vouloir moins boulimique.

- QUESTION.- Est-ce que vous pensez que la situation politique en Europe rend plausible la présence éventuelle des Pershing ? Est-ce que vous pensez sincèrement que si les Soviétiques ne veulent pas négocier, les Pershing seront installées ?

- LE PRESIDENT.- La seule façon d'empêcher le déploiement des Pershing serait de réussir à Genève.

- QUESTION.- Quel est votre sentiment sur l'évolution du régime du Nicaragua ?

- LE PRESIDENT.- Les peuples d'Amérique centrale ont besoin de se libérer des tutelles économiques et politiques qui les dominent et les exploitent. A l'Occident de le comprendre. S'il choisit de combattre une émancipation que j'estime légitime, il donnera ses chances au communisme. Peut-être est-il déjà trop tard. J'espère que non.\

QUESTION.- Passons si vous le voulez bien aux questions d'ordre intérieur. Pensez-vous que la période de difficultés économiques que nous vivons depuis quelques années soit sur le point de se terminer ou qu'au contraire ce qu'on appelle communément la crise va se poursuivre longtemps encore ?

- LE PRESIDENT.- Il serait vain de penser que la crise s'achèvera en 1983 comme certains ont cru qu'elle s'arrêterait en 1982. Mais ce serait excéder les capacités de résistance du monde occidental et douter plus que de raison des aptitudes de ses dirigeants que de ne pas prévoir une reprise dans les années 84-85 `1984 - 1985`.

- QUESTION.- Le retour aux grands équilibres vous semble-t-il une conception dépassée, ou pensez-vous que le redressement de l'économie passe pour la France par l'acceptation d'une gestion relativement classique de nos finances et de notre économie ?

- LE PRESIDENT.- Je m'étonne de vous entendre parler de "retour" aux grands équilibres car pendant les sept à huit dernières années, la gestion dite classique s'est déroulée sous le signe du déséquilibre. En France, elle a fini avec une inflation de 14 %, le chômage s'est accru à vive allure, le budget de l'Etat de 1975 à 1980 a navigué, bon an mal an, entre 10 et 40 milliards de déficit, le pouvoir d'achat des agriculteurs a constamment baissé, le commerce extérieur a atteint, en 1980, un déficit de 61 milliards. Je ne veux pas, notant cela, instruire un procès à retardement. Il existait, parmi les responsables de l'époque, des compétences et des talents. La France n'en a jamais manqué. Qu'ils aient dû plier sous le poids des contraintes internationales sans leur opposer une politique nationale de redressement suffisante, relève désormais de l'appréciation de l'Histoire ... et des historiens. Ne parlons donc de "retour" aux grands équilibres qu'en mesurant la pente du chemin à remonter.

- QUESTION.- On peut vous poser la question d'une autre façon. Etes-vous partisan d'un respect des grands équilibres ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu. Certes, le budget de l'Etat peut supporter un déficit dès lors

que celui-ci reste dans des limites raisonnables et qu'il représente une incitation au développement économique. Mais gardons-nous d'en abuser. C'est pourquoi j'ai fait connaître au gouvernement ma volonté de m'en tenir aux 3 % du PIB (produit intérieur brut) qui font de ce déficit, avec celui de la Grande-Bretagne, le plus faible de tous les pays industriels. Pour mémoire, je rappelle que le déficit budgétaire des USA atteint cette année 4 % de leur PIB et que celui de l'Allemagne, qui était de 4 %, vient d'être porté à 5 %. L'inflation fléchit dans ces pays. Elle passera chez nous, en 1982, au dessous de 10 %. C'est encore trop, mais cela va dans le bon sens. Nous voulons la ramener à 8 % en 1983, à 5 % par la suite. La courbe croissante du chômage est aujourd'hui en France la moins forte des grands pays d'Europe occidentale. Ce n'est pas assez, mais, là aussi, on se bat comme il faut. Reste le déficit extérieur qui, lui, demeure carrément excessif. La cherté du dollar aidant, nous n'avons pas redressé la situation. J'entends appliquer notre effort prioritaire à ce poste central de notre économie.\

QUESTION.- la sortie de la crise passe-t-elle par l'acceptation de sacrifices en-matière de niveau de vie et de consommation ?

- LE PRESIDENT.- N'oublions pas que, cette année, le revenu disponible des ménages aura progressé en moyenne d'environ 2 % et qu'en 1983 il devrait augmenter encore, mais d'un peu moins de 1 %. Il faut prendre en compte en effet, dans le calcul, des éléments tels que les transferts sociaux. Un grand effort n'en est pas moins, dès maintenant, indispensable car, la crise durant, le devoir national exige qu'on mobilise tous les moyens. Le gouvernement protégera le pouvoir d'achat de ceux qui vivent difficilement. La baisse du pouvoir d'achat de ceux pour qui cette réduction ne représente pas une chute sensible de leur mode de vie ne pose pas le même problème. Les vrais sacrifices ont toujours dans le passé été demandés aux mêmes couches sociales. Il est temps d'agir autrement et de se convaincre qu'il n'y a pas d'effort national possible sans le préalable de la justice sociale. Cette règle de conduite inspirera le gouvernement.

- QUESTION.- Le pouvoir d'achat protégé sera deux fois le SMIC ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question à débattre. Permettez-moi de revenir, à cet égard, sur un point qui me tient à coeur. En dépit d'une légende tenace, les expériences du passé n'ont jamais pratiqué une vraie rigueur économique. On pouvait alors rétablir bien des équilibres en s'adressant à ceux qui possédaient le plus. Cela n'a pas été le cas, non que les responsables n'y aient songé ou qu'ils ne l'aient pas souhaité. Mais de peur de déplaire à leur base politique leur rigueur n'a été qu'une rigueur sociale. Ce sont, je le répète, les mêmes couches sociales qui ont fourni jusque là l'essentiel des sacrifices. Inverser la tendance suppose une bonne dose d'énergie ... et une dose égale de sagesse. Les moeurs, les usages sont moins faciles à changer que les lois.\

QUESTION.- L'alourdissement des prélèvements obligatoires s'est poursuivi en 1982 et devrait se poursuivre en 1983 en dépit de vos engagements électoraux. Cette évolution vous paraît-elle inévitable ?

- LE PRESIDENT.- Les effets de la politique antérieure conjugués à ceux de la politique actuelle poussent à l'augmentation de ces prélèvements. Passés de 36,3 à 42,9 % de 1974 à 1981, ils en sont aujourd'hui à près de 44 % ce qui est supérieur en effet à mes engagements. Je veux que ce pourcentage baisse. Comment s'y prendre ? Remarquons pour être précis que la pression fiscale de l'Etat, 19 % du PIB environ, n'a pas augmenté. Ce sont les dépenses sociales et particulièrement de santé qui s'emballent de façon continue depuis de longues années. S'il convient d'être sévère dans la gestion du budget de l'Etat il est encore plus nécessaire de contrôler l'évolution des budgets sociaux. J'ai demandé au Premier ministre et aux ministres responsables d'y pourvoir. Des dispositions seront prises dès le budget de 1984 pour que le pourcentage total des prélèvements fiscaux sociaux soit au moins stabilisé avant d'amorcer la décrue. Rendre plus d'élasticité à la vie économique du pays par une limitation puis une diminution des prélèvements obligatoires, donnera de l'élán à l'initiative, réduira la bureaucratie, améliorera les circuits de la compétitivité et, finalement, servira plus utilement le pays dont les ressources augmenteront en même temps que le volume des échanges. Ce ne sera pas facile tant l'habitude contraire a été prise en trente ans. La première phase de ce gouvernement a été

consacrée à forger l'instrument (nationalisations, décentralisation, Plan et restructuration industrielle, droits nouveaux des travailleurs) -grâce auquel nous pourrions orienter la nouvelle politique économique et sociale. Eh bien ! cet instrument doit, en-particulier, servir à desserrer l'étau des charges qui étouffent la production.

- QUESTION.- A Figeac, à Marseille, vous avez en effet insisté sur la nécessité de réduire les charges des entreprises. Vous avez parlé de "moratoire". LE PRESIDENT.- Le mot doit être compris dans son sens juridique. Tel est le cas quand on diminue les annuités, par étalement, quand on échelonne les échéances de remboursement des dettes ou quand on réduit les taux d'intérêt des emprunts contractés à l'époque où l'argent était à son prix le plus élevé. Ce sera fait en 1983. Quant aux charges sociales, la réforme du financement des allocations familiales qui sera commencée au printemps prochain constituera une réforme considérable. Des entreprises qui investissent et prospèrent, je ne connais pas de meilleure réplique à la crise, dès lors que le revenu national est plus justement réparti.\

QUESTION.- Vous ne considérez pas, par exemple, que la généralisation de la 5ème semaine de congés payés, la réduction du temps de travail ont chargé la barque ?

- LE PRESIDENT.- Certainement. La 39ème heure et la cinquième semaine de congés payés ont accru le coût salarial. Mais cette addition n'est pas répétitive. Nous ne sommes responsables que d'avoir dû, en peu de mois, répondre à de justes aspirations populaires trop longtemps réprimées.

- QUESTION.- Ces mesures exceptionnelles étaient-elles opportunes ?

- LE PRESIDENT.- Il était opportun d'engager une action pour réduire le temps de travail. La crise de l'emploi et, au-delà la conception que j'ai de la relation travail-temps libre expliquent cette démarche.

- QUESTION.- Ne fallait-il pas assortir la réduction du temps de travail d'une réduction des rémunérations ?

- LE PRESIDENT.- C'eût été nécessaire pour une réduction sensible de quelques heures. Pas pour une seule, dans la situation présente. Quoiqu'il en soit, cette question sera traitée à l'avenir entreprise par entreprise et il ne sera envisagé aucune diminution pour les petits salaires.

- QUESTION.- Vous êtes donc toujours convaincu que la réduction du temps de travail est l'une des armes les plus efficaces contre le chômage. M. Palme, le premier ministre social démocrate suédois, est d'un avis différent.

- LE PRESIDENT.- L'ensemble des organisations syndicales ouvrières d'Europe pensent autrement qu'Olof Palme. Palme et moi sommes en tous cas d'accord pour estimer que le problème de la réduction du temps de travail est lié à celui de la productivité des entreprises.\

QUESTION.- Vous avez récemment réaffirmé votre attachement au système monétaire européen. Dès lors que la France adhère à un tel système, peut-elle mener une politique à contre-courant de celle de ses partenaires ? Les perspectives de croissance de l'Allemagne fédérale, par exemple, pour l'année prochaine sont comprises entre 0 et 0,5 %. Est-ce que la France peut faire mieux ?

- LE PRESIDENT.- Je crois à l'importance des disciplines mutuelles. Cela signifie-t-il pour autant que la France, parce qu'elle est membre du SME doit aligner sa politique économique sur celle de ses principaux partenaires ? Non, cela signifie que les membres du SME doivent rechercher de justes compromis. Sinon les tensions internes feront craquer le système lui-même. Vous avez raison de souligner la difficulté qui découle des taux différentiels de croissance, d'inflation, de commerce extérieur entre la France et l'Allemagne. Mais on peut penser que les premiers résultats que nous avons obtenus chez nous contre l'inflation ainsi que la lutte désormais engagée contre la montée du chômage en Allemagne inciteront nos deux pays à rapprocher leurs points de vue.

- QUESTION.- Vous pariez sur une relance dans ces pays ?

- LE PRESIDENT.- J'observe que l'Allemagne vient de décider une relance budgétaire.

QUESTION.- L'Allemagne est notre principal partenaire commercial. Depuis des années notre déficit à son égard ne cesse de croître. Est-ce qu'il y a là un danger à terme pour la survie du marché ?

LE PRESIDENT.- Oui. C'est pourquoi il faut une médiation

- LE PRESIDENT.- Oui. C'est pourquoi il faut y remédier.

- QUESTION.- Est-ce que les partenaires allemands comprennent ce discours ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère.\

QUESTION.- Le redressement de notre commerce extérieur est une nécessité absolue. Il y a quelques semaines, dans "Le Monde", M. Philippe Herzog, un économiste du PC, écrivait que la priorité au marché mondial et la priorité à la reconquête du marché intérieur s'opposaient.

- LE PRESIDENT.- Non, je ne le pense pas. Ces deux objectifs ont un point commun qui passe par la compétitivité de notre industrie et donc sa restructuration. Il faut que notre industrie fabrique pour nos besoins à prix et à qualité concurrentiels. Elle fabriquera par là même des produits exportables. De toute façon le problème est le même : nous devons procéder à une profonde rénovation de notre outil industriel et le mettre à l'échelle des besoins technologiques du monde. Dans deux domaines les gouvernements qui nous ont précédé ont réussi des avancées : les télécommunications et le nucléaire. Pour le reste beaucoup nous a été laissé à faire. D'où les plans : textile, machine-outils sidérurgie, électronique, composants, automobile, biogénétique, mis en oeuvre sous la remarquable impulsion de M. Pierre Dreyfus `ancien ministre de l'industrie`, sans oublier les grands travaux, les réseaux cablés, le 2ème TGV, l'airbus nouveau ... la liste serait longue.

- QUESTION.- Ne peut-on, cependant, parler en France de la montée de la tentation du protectionnisme ?

- LE PRESIDENT.- La tentation du protectionnisme n'existe en France que sous forme de rétorsion. Les documents s'accumulent qui montrent les pratiques protectionnistes en-cours, partout dans le monde et particulièrement au-sein de la Communauté européenne `CEE`. Je ne puis accepter que la France soit victime de ce protectionnisme reptilien. Au prochain sommet des "Dix" `conseil européen`, à Copenhague, je demanderai que l'on mette tout sur la table et quand tout aura été mis sur la table, on saura où l'on en est du libre-échange et du tarif préférentiel ! Attention au mauvais pli : à protectionnisme, protectionnisme et demi.\

QUESTION.- Puisqu'on parle d'Europe, monsieur le Président, quel est votre diagnostic sur cette maladie ? LE PRESIDENT.- Aujourd'hui s'est obscurcie, je le crains, dans l'esprit des Européens la nécessité politique de l'Europe. Si l'Europe est malade, c'est d'inconscience. Elle n'a pas conscience de sa force réelle et potentielle dans le monde. Le devoir des responsables est de lui restituer la volonté politique qui lui manque.

- QUESTION.- Vous aviez justement traité ce sujet avant les élections, même après votre élection, puis vous aviez à plusieurs reprises laissé entendre que vous feriez des propositions pour essayer d'avancer.

- LE PRESIDENT.- J'ai commencé en proposant la création d'un véritable espace social européen. Malgré l'appui de tous les grands syndicats cela n'a pratiquement pas avancé, même si, dans les déclarations officielles de la Communauté, la lutte contre le chômage est devenue prioritaire. J'ai continué en insistant sur l'intérêt de la coopération industrielle et technique. Quelques progrès sont en vue. Mais on piétinera si l'on ne prend pas le problème par le haut, si l'on n'inscrit pas les acquis dans une perspective. Le rapport Genscher - Colombo répond à ce besoin mais s'en tient à des pétitions de principe. Cette discussion doit être reprise. La France s'y déclare prête.

- QUESTION.- Comment envisagez-vous les relations franco - allemandes et pensez-vous que M. Kohl les envisage de la même façon que M. Schmidt ?

- LE PRESIDENT.- Les réalités sont les mêmes.

- QUESTION.- Nous voulons dire, le soutien monétaire de l'Allemagne ...

- LE PRESIDENT.- Les règles du SME fixent les obligations des pays membres. Je connais les nôtres. Je suis en droit d'attendre des autres la volonté de mieux équilibrer nos échanges.

- QUESTION.- Pour ce qui est de la coopération européenne dans l'industrie, faute de ne pouvoir coopérer avec les Etats, dès lors qu'il n'y a pas de volonté politique, est-ce que la France a besoin d'une coopération avec les firmes multinationales européennes ? Je fais allusion à un cas bien précis qui est Philips.

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement ne peut qu'approuver les initiatives semblables à celle de Thomson et de Grundig (où Philips participe à 25 %), cela donnera corps à l'Europe industrielle.\

QUESTION.- Le dollar ne cesse pas de monter. Au sommet de Versailles vous avez tenté d'obtenir en vain des autorités américaines qu'elles participent au contrôle de l'évolution de leur monnaie. Dans ces conditions, pensez-vous que la reconstruction d'un système monétaire international plus cohérent soit possible ?

- LE PRESIDENT.- Possible, je ne sais, nécessaire certainement. Lorsque j'oppose cette nécessité à mes visiteurs américains, ils me disent "Ce n'est pas nous, c'est la loi du marché". Or, nos prédécesseurs, qui se réclamaient d'une société libérale, avaient jugé bon de se doter du système de Bretton Woods. On ne pourra faire fi trop longtemps sans dommage de la cohésion du monde occidental. C'est également le développement de l'économie mondiale qui est en cause ainsi que le devenir des pays du tiers monde, acculés à un endettement tragique, faute de liquidités monétaires internationales. Ce sujet sera au centre de mes conversations avec Mme Gandhi en Inde, où je serai incessamment. J'attache beaucoup d'importance à ce voyage. Comment ne pas être inquiet du cran d'arrêt mis aux politiques annoncées à Cancun sur l'énergie autre que le pétrole des pays pauvres, l'autosuffisance alimentaire ou le soutien des cours des matières premières. La France ne se lassera pas de lancer au monde industriel l'avertissement que commande ce danger majeur. Précisons qu'elle ne s'est pas contentée de parler puisqu'elle a, quant à elle, non seulement maintenu mais accru ses aides.\

QUESTION.- Pour terminer, nous nous interrogeons. Les Français ont besoin de savoir où ils vont. Quel projet leur proposez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Notre dialogue l'a esquissé. Mais il est vrai que la lutte contre l'inflation, contre le chômage, pour la croissance, pour la présence de la France sur les marchés extérieurs et d'abord sur le sien, pour un ordre monétaire international, pour une vraie communauté de l'Europe, pour la réduction des tensions, a besoin de la dimension que j'appellerai culturelle, d'un projet à longue portée. Nous réussissons dans notre -entreprise si nous éveillons les forces créatrices de la nation et si nous leur donnons leur chance. La ressource humaine est immense dans un pays comme le nôtre. Elle se déploiera, par la formation, par l'acquisition et la maîtrise du savoir. Goût de la recherche, science, technologie, connaissance de l'Histoire, capacité de réflexion sur le sens de la vie, valeur toute simple et très profonde de la patrie, amour de la liberté, souci de justice, respect de la nature, chaque acte du gouvernement engage la jeunesse à croire, à espérer ... ou bien à douter et à se détourner de ce que nous faisons. Je la crois assez solide pour comprendre et admettre la philosophie de l'effort, pour juger les pouvoirs publics sur le courage et la lucidité qu'ils montrent plus que sur les effets immédiats, souvent durs à supporter, d'une politique rigoureuse. J'ajoute que ce sont les générations nombreuses qui se révèlent créatrices. D'où l'importance d'une démographie capable de soutenir de grandes ambitions. Je veux que partout se lèvent les barrières qui bornent l'avenir.\